

Communiqué de presse

Berne, le 15 mai 2022

Un «oui» réjouissant à Frontex et un succès d'estime à la Lex Netflix

Le comité référendaire, et donc en particulier les jeunesses des partis, ont remporté aujourd'hui un succès d'estime dans les urnes. Ce qui semblait encore être un «oui» ferme après les débats parlementaires a donné lieu à un vote dont l'issue était incertaine. Cela montre le scepticisme de la population à l'égard de la loi. L'Union suisse des arts et métiers usam exige donc que la mise en œuvre soit effectuée avec discernement. En disant «oui» à Frontex, les électrices et électeurs ont reconnu que la Suisse ne devrait pas devenir un îlot de visas.

La Lex Netflix va rendre la place économique suisse encore plus chère. Aujourd'hui déjà, les prix d'abonnement suisses aux services de streaming comptent parmi les plus élevés d'Europe. Le «oui» à la Lex Netflix ne doit pas conduire à une mise sous tutelle des consommatrices et consommateurs. La plus grande association faîtière de l'économie suisse demande une mise en œuvre de la loi qui tienne compte de l'attitude sceptique des votantes et votants. Autrement dit, une mise en œuvre avec discernement.

Un «non» à Frontex aurait également été un «non» à Schengen. Les électrices et électeurs l'ont reconnu et ont ainsi évité que la Suisse ne devienne un îlot de visas. Le secteur du tourisme aurait ainsi risqué de perdre jusqu'à un demi-milliard de francs suisses. La plus grande association faîtière de l'économie suisse se réjouit du «oui» sorti des urnes en faveur de Frontex, qui est en même temps un «non» contre une bureaucratie accrue.

Renseignements complémentaires

Daniela Schneeberger, vice-présidente de l'usam, portable 079 233 84 80

Henrique Schneider, directeur adjoint, portable 079 237 60 82

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.